

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 28/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

RADIOR FRANCE SAS

Ecoparc
3 allée des Merisiers
27400 Heudebouville

Références : UBDEO/ERA/SG/2024/100
Code AIOT : 0005800563

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2024 dans l'établissement RADIOR FRANCE SAS implanté 3, Allée des Merisiers Ecoparc Louviers Sud 27400 Heudebouville. L'inspection a été annoncée le 22/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du plan de contrôle pluri-annuel de l'inspection des installations classées qui prévoit le contrôle des obligations au titre des réglementations sur les produits chimiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RADIOR FRANCE SAS
- 3, Allée des Merisiers Ecoparc Louviers Sud 27400 Heudebouville
- Code AIOT : 0005800563
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

RADIOR FRANCE est l'un des principaux fabricants mondiaux et le seul français spécialisé dans les encres métalliques, les encres grattables et les encres fluorescentes pour tous les procédés d'impression.

L'activité de fabrication d'encre (formulation et mélange) et de stockage de matières premières et produits finis sont réalisés à Heudebouville et emploie 22 salariés avec une amplitude horaire de 8h-18h pour les bureaux et 8h-16h pour la production.

70% du CA de la société est réalisé à l'export.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à disposition des informations aux autorités compétentes	Règlement européen du 18/12/2006, article 36.1	Sans objet
2	Mise à disposition des informations aux autorités compétentes	Règlement européen du 18/12/2006, article 36.1	Sans objet
3	Fiches de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5	Sans objet
4	Contenu des fiches de données de sécurité des substances et mélanges	Règlement européen du 18/06/2020, article Partie B	Sans objet
5	1. Fiche de données sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 35	Sans objet
6	3. Etiquetage	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	Sans objet
7	Mise sur le marché de produits biocides	Code de l'environnement du 16/07/2013, article L522-3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En conclusion de la visite, l'inspection constate de la capacité de l'exploitant à rassembler les informations nécessaires pour s'acquitter des obligations en lien avec la réglementation REACH.

L'inspection émet quelques observations appelant réponse de l'exploitant :

- L'exploitant devra veiller à la gestion des stocks de MP743, et au besoin échanger avec le fournisseur concernant les lots concernés, afin de mettre à jour la FDS de son produit fini et fournir au client une FDS conforme au produit commercialisé.
- Il conviendrait que l'exploitant formalise la prise en compte pour chaque produit des obligations en lien avec la réglementation REACH, ainsi que la conformité avec les éventuelles restrictions des substances qu'il utilise.
- L'inspection demande à l'exploitant de justifier le remplacement de la mention H410 rubrique 2.2 de la FDS par les mentions H400 et H411 sur l'étiquetage.
- L'exploitant justifiera du statut biocide des produits qu'il commercialise, et de la soumission à l'obligation de déclaration à l'inventaire français.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à disposition des informations aux autorités compétentes

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 36.1
Thème(s) : Produits chimiques, Liste des produits chimiques seules ou en mélange
Prescription contrôlée : Chaque fabricant, importateur, utilisateur en aval, distributeur rassemble toutes les informations dont il a besoin pour s'acquitter des obligations que lui impose le présent règlement et en assure la disponibilité pendant une période d'au moins dix ans après la date à laquelle il a fabriqué, importé, fourni ou utilisé pour la dernière fois la substance, telle quelle ou contenue dans un mélange. Sur demande, ce fabricant, importateur, utilisateur en aval ou distributeur transmet ou met à disposition cette information sans tarder à toute autorité compétente de l'État membre où il est établi ou à l'Agence, sans préjudice des dispositions des titres II et VI.
Constats : L'exploitant a transmis avant l'inspection, la liste des matières premières (substances et mélanges) et produits finis susceptibles d'être présents dans l'établissement. L'exploitant signale avoir le statut d'utilisateur en aval concernant ses matières premières, il est ainsi couvert par les enregistrements REACH de ses fournisseurs.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mise à disposition des informations aux autorités compétentes

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 36.1
Thème(s) : Produits chimiques, Liste des substances extrêmement préoccupantes (SVHC) seules ou en mélange
Prescription contrôlée : Chaque fabricant, importateur, utilisateur en aval, distributeur rassemble toutes les informations dont il a besoin pour s'acquitter des obligations que lui impose le présent règlement et en assure

la disponibilité pendant une période d'au moins dix ans après la date à laquelle il a fabriqué, importé, fourni ou utilisé pour la dernière fois la substance, telle quelle ou contenue dans un mélange. Sur demande, ce fabricant, importateur, utilisateur en aval ou distributeur transmet ou met à disposition cette information sans tarder à toute autorité compétente de l'État membre où il est établi ou à l'Agence, sans préjudice des dispositions des titres II et VI.

Constats :

L'exploitant est membre de l'AFEL, Association des Fabricants d'Encres d'Imprimeries.
L'exploitant a indiqué dans le tableau de la liste des matières premières, le classement de certaines substances (et substances contenues dans des mélanges) dans le régime SVHC, substances extrêmement préoccupantes candidates à autorisation auprès de l'agence européenne des produits chimiques (ECHA).

L'exploitant fournit à l'inspection la FDS de la matière première MP743: la FDS du 7 avril 2022 mentionne dans la rubrique 3 la substance classée SVHC: il s'agit de la substance n°CAS 119344-86-4, classée CMR de catégorie 2 en lien avec la mention de danger H361. La FDS mise à jour le 1er février 2024 par le fournisseur Schlenk fait état du remplacement de cette substance dans la matière première.

La société RADIOR réalise du négoce vis à vis de cette matière. La FDS du produit fini, référencé PF7410-77, datée du 6 février 2024, est en accord avec la FDS fournisseur de 2022 mais pas encore avec celle de 2024.

L'exploitant ne mentionne aucune substance soumise à autorisation.

Plusieurs matières premières de l'exploitant sont soumises à restriction au titre de l'annexe XVII. Ces informations sont récoltées de la FDS du fournisseur. L'exploitant certifie une utilisation conforme aux restrictions imposées.

Pour approuver un nouveau produit, l'exploitant dispose d'un document DAQ14 qui est transmis au service réglementaire (procédure PRO-006) puis au service QHSE avant validation. Néanmoins, aucun élément ne permet de rendre compte de la conformité vis à vis de la réglementation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra veiller à la gestion des stocks de MP743, et au besoin échanger avec le fournisseur concernant les lots concernés, afin de mettre à jour la FDS de son produit fini et fournir au client une FDS conforme au produit commercialisé.

Il conviendrait que l'exploitant formalise la prise en compte pour chaque produit des obligations en lien avec la réglementation REACH, ainsi que la conformité avec les éventuelles restrictions des substances qu'il utilise.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Fiches de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5

Thème(s) : Produits chimiques, Langue de la FDS

Prescription contrôlée :

La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle des État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.
Constats : Les FDS mises à la disposition de l'inspection – P52012, MP1000, MP797, PF7410-77, MP743 – ont été fournies en français.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contenu des fiches de données de sécurité des substances et mélanges

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/06/2020, article Partie B
Thème(s) : Produits chimiques, Architecture de la FDS
Prescription contrôlée : La fiche de données de sécurité doit comprendre les 16 rubriques suivantes, conformément à l'article 31, paragraphe 6, ainsi que les sous-rubriques mentionnées ci-après, excepté pour la rubrique 3, dans laquelle seule la sous-rubrique 3.1 ou la sous-rubrique 3.2 doit être intégrée selon le cas.
RUBRIQUE 1 — Identification de la substance/du mélange et de la société/de l'entreprise 1.1. Identificateur de produit 1.2. Utilisations identifiées pertinentes de la substance ou du mélange et utilisations déconseillées 1.3. Renseignements concernant le fournisseur de la fiche de données de sécurité 1.4. Numéro d'appel d'urgence
RUBRIQUE 2 — Identification des dangers 2.1. Classification de la substance ou du mélange 2.2. Éléments d'étiquetage 2.3. Autres dangers
RUBRIQUE 3 — Composition/informations sur les composants 3.1. Substances 3.2. Mélanges
RUBRIQUE 4 — Premiers secours 4.1. Description des mesures de premiers secours 4.2. Principaux symptômes et effets, aigus et différés 4.3. Indication des éventuels soins médicaux immédiats et traitements particuliers nécessaires

RUBRIQUE 5 — Mesures de lutte contre l'incendie

- 5.1. Moyens d'extinction
- 5.2. Dangers particuliers résultant de la substance ou du mélange
- 5.3. Conseils aux pompiers

RUBRIQUE 6 — Mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle

- 6.1. Précautions individuelles, équipement de protection et procédures d'urgence
- 6.2. Précautions pour la protection de l'environnement
- 6.3. Méthodes et matériel de confinement et de nettoyage
- 6.4. Référence à d'autres rubriques

RUBRIQUE 7 — Manipulation et stockage

- 7.1. Précautions à prendre pour une manipulation sans danger
- 7.2. Conditions d'un stockage sûr, y compris les éventuelles incompatibilités
- 7.3. Utilisation(s) finale(s) particulière(s)

RUBRIQUE 8 — Contrôles de l'exposition/protection individuelle

- 8.1. Paramètres de contrôle
- 8.2. Contrôles de l'exposition

RUBRIQUE 9 — Propriétés physiques et chimiques

- 9.1. Informations sur les propriétés physiques et chimiques essentielles
- 9.2. Autres informations

RUBRIQUE 10 — Stabilité et réactivité

- 10.1. Réactivité
- 10.2. Stabilité chimique
- 10.3. Possibilité de réactions dangereuses
- 10.4. Conditions à éviter
- 10.5. Matières incompatibles
- 10.6. Produits de décomposition dangereux

RUBRIQUE 11 — Informations toxicologiques

- 11.1. Informations sur les classes de danger telles que définies dans le règlement (CE) no 1272/2008
- 11.2. Informations sur les autres dangers

RUBRIQUE 12 — Informations écologiques

- 12.1. Toxicité
- 12.2. Persistance et dégradabilité
- 12.3. Potentiel de bioaccumulation
- 12.4. Mobilité dans le sol
- 12.5. Résultats des évaluations PBT et vPvB

<p>12.6. Propriétés perturbant le système endocrinien</p> <p>12.7. Autres effets néfastes</p> <p>RUBRIQUE 13 — Considérations relatives à l'élimination</p> <p>13.1. Méthodes de traitement des déchets</p> <p>RUBRIQUE 14 — Informations relatives au transport</p> <p>14.1. Numéro ONU ou numéro d'identification</p> <p>14.2. Désignation officielle de transport de l'ONU</p> <p>14.3. Classe(s) de danger pour le transport</p> <p>14.4. Groupe d'emballage</p> <p>14.5. Dangers pour l'environnement</p> <p>14.6. Précautions particulières à prendre par l'utilisateur</p> <p>14.7. Transport maritime en vrac conformément aux instruments de l'OMI</p> <p>RUBRIQUE 15 — Informations relatives à la réglementation</p> <p>15.1. Réglementations/législation particulières à la substance ou au mélange en matière de sécurité, de santé et d'environnement</p> <p>15.2. Évaluation de la sécurité chimique</p> <p>RUBRIQUE 16 — Autres informations</p> <p>Constats :</p> <p>L'inspection a contrôlé la conformité des FDS :</p> <ul style="list-style-type: none"> - matière première MP743 du fournisseur Schlenk : METAPRINT FlexoCare UV 372-07 Argent. - produit fini PF7410-77 DE RADIOR : SMART INKS UV LM/FP. <p>L'architecture de ces 2 FDS est conforme à la réglementation.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : 1. Fiche de données sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 35
Thème(s) : Risques chroniques, Accès des travailleurs aux informations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p>
Constats :

L'exploitant précise que les salariés ont accès aux FDS via le réseau interne et sur demande, qu'ils sont formés aux risques présentés par les substances et que les fiches de fabrication signalent les équipements de prévention obligatoires.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : 3. Etiquetage

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Etiquetage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants:</p> <p>a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs.</p> <p>b) la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage. c)</p> <p>les identificateurs de produit conformément à l'article 18;</p> <p>Pour une substance :</p> <p>a) si la substance figure à l'annexe VI, partie 3, un nom et un numéro d'identification tels qu'ils figurent dans cette annexe;</p> <p>b) si la substance ne figure pas à l'annexe VI, partie 3, mais figure dans l'inventaire des classifications et des étiquetages, un nom et un numéro d'identification tels qu'ils figurent dans cet inventaire;</p> <p>c) si la substance ne figure ni à l'annexe VI, partie 3, ni dans l'inventaire des classifications et des étiquetages, le numéro fourni par le CAS (ci-après dénommé «numéro CAS»), accompagné du nom figurant dans la nomenclature fournie par l'UICPA (ci-après dénommée «nomenclature UICPA»), ou le numéro CAS accompagné d'autres noms chimiques internationaux; ou</p> <p>d) si le numéro CAS n'est pas disponible, le nom figurant dans la nomenclature UICPA ou d'autres noms chimiques internationaux.</p> <p>Pour un mélange :</p> <p>a) le nom commercial ou la désignation du mélange;</p> <p>b) l'identité de toutes les substances contenues dans le mélange qui contribuent à la classification du mélange au regard de la toxicité aiguë, des effets corrosifs pour la peau ou des lésions oculaires graves, de la mutagénicité sur les cellules germinales, de la cancérogénicité, de la toxicité pour la reproduction, de la sensibilisation respiratoire ou cutané, de la toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT) ou du danger en cas d'aspiration.</p> <p>Lorsque, dans le cas visé au point b), cette exigence entraîne la communication de plusieurs noms chimiques, un maximum de quatre noms chimiques suffit, sauf s'il en faut plus de quatre pour montrer la nature et la gravité des dangers.</p> <p>Les noms chimiques sélectionnés permettent d'identifier les substances essentiellement responsables des principaux dangers pour la santé qui sont à l'origine de la classification et du</p> <p>c h o i x d e s m e n t i o n s d e d a n g e r c o r r e s p o n d a n t e s</p> <p>d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19. e)</p> <p>s'il y a lieu, les mentions d'avertissement conformément à l'article 20. f)</p> <p>s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21. g) s'il</p>

s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21. y a lieu, les conseils de prudence conformément à l'article 22.	g) s'il
Constats : Sur le terrain, l'inspection a constaté de l'étiquetage d'un produit fini P52012. La FDS de ce produit a été fournie à l'inspection, afin de faire le lien avec la rubrique 2.2. L'étiquette comporte : <ul style="list-style-type: none"> - le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de l'exploitant - la quantité - les identificateurs de produit - les pictogrammes de danger - les mentions d'avertissement - les mentions de danger : la mention H410 de la FDS est remplacée par la mention H400 + H411 sur l'étiquetage - les conseils de prudence Par ailleurs, l'étiquetage mentionne également la présence de composants dangereux : le cuivre et le triacrylate de glycerol propoxylé.	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de justifier le remplacement de la mention H410 rubrique 2.2 de la FDS par les mentions H400 et H411 sur l'étiquetage.	
Type de suites proposées : Sans suite	

N° 7 : Mise sur le marché de produits biocides

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2013, article L522-3
Thème(s) : Produits chimiques, Inventaire biocides
Prescription contrôlée : Le responsable de la mise à disposition sur le marché d'un produit biocide tel que défini à l'article 3 du règlement (UE) n° 528/2012 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 précité déclare chaque année les quantités de ce produit mises sur le marché l'année précédente.
Constats : L'exploitant ne réalise pas de déclaration à l'inventaire BioCid. Dans le tableau fourni avant l'inspection, il a pourtant indiqué le statut biocide de plusieurs produits finis. La FDS de la MP797 est fournie par l'exploitant, il s'agit d'un produit de négoce. La FDS du fournisseur Weilburger ne fait pas état du statut biocide dans la rubrique 1, mais mentionne dans la rubrique 15 un produit actif biocide dans le mélange. La recherche du fournisseur sur la plateforme BioCid est infructueuse. L'inspection s'interroge sur le réel statut biocide du produit et sur le seuil relatif à l'obligation de déclaration.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifiera du statut biocide des produits qu'il commercialise, et de la soumission à

l'obligation de déclaration à l'inventaire français.
Type de suites proposées : Sans suite